
Transitions justes
vers la décarbonation
en Asie-Pacifique

Transitions justes vers une Australie sobre en carbone

Enjeux politiques, industriels et pratiques

Février 2023

Peter Adey
Sarah Pink
Rob Raven
Paris Hadfield
Adam Badger
Yolande Strengers

Darren Sharp
Oliver Bock-Brown
Ben Lyall
Rex Martin
Susan Wright

À propos des auteurs

Peter Adey est professeur de géographie à la Royal Holloway University de Londres. Prof. Sarah Pink est directrice de l'Emerging Technologies Research Lab de l'université Monash. Rob Raven est professeur en transitions durables au Monash Sustainable Development Institute de l'université Monash. Dr Paris Hadfield est chargée de recherche au Monash Sustainable Development Institute de l'université Monash. Dr Adam Badger est assistant de recherche post-doctoral à la Royal Holloway University de Londres. Dr Yolande Strengers est professeure adjointe en technologie et société numériques au sein de l'Emerging Technologies Research Lab de l'université de Monash. Dr Darren Sharp est chargé de recherche au Monash Sustainable Development Institute de l'université Monash. Oliver Bock-Brown est candidat au doctorat au sein du centre de formation doctorale en cyber-sécurité à la Royal Holloway University de Londres. Dr Ben Lyall est chargé de recherche au sein de l'Emerging Technologies Research Lab de l'université de Monash. Rex Martin est candidat au doctorat au sein de l'Emerging Technologies Research Lab de l'université de Monash. Susan Wright est assistante de recherche au sein de l'Emerging Technologies Research Lab de l'université de Monash.

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier les gardiens et propriétaires traditionnels des différentes terres sur lesquelles nous vivons et travaillons. Les auteurs présentent leurs respects aux anciens (passés et présents) et reconnaissent que des transitions justes vers la décarbonation en Australie et ailleurs doivent axer la justice des Premières Nations sur le développement de l'économie locale, la reconnaissance des savoirs autochtones, l'autonomisation et l'autodétermination.

Les auteurs sont extrêmement reconnaissants du temps et de l'assistance offerts par les conseillers du projet : Dr Kaya Barry (Griffith University) ; Professeur adjoint Thomas Birtchnell (University of Wollongong) ; Professeure adjointe Michelle Duffy (University of Newcastle) ; Professeure adjointe honoraire Janet Hunt (ANU) ; Professeure Lauren Rickards (RMIT) ; Professeure adjointe Sally Weller (UNISA). Les auteurs remercient les conseillers, les partenaires et les parties prenantes pour avoir accepté d'être interrogés ou pour avoir préparé les propositions de projets. Ceux-ci incluent : ARC Centre of Excellence for Automated Decision-Making and Society (ADM+S), proposition préparée par : Professeure Christine Parker, Professeure Fiona Haines, Professeure Megan Richardson, Dr Loup Cellard et Dr Amanda Lawrence ; ADM+S, proposition préparée par : Dr Emma Quilty, Dr Thao Phan et Jeni Lee, Chief Clean Futures Officer, Clean Energy Finance Corporation (CEFC), ClimateWorks Centre, proposition préparée par Anna Malos Australie – Country Lead Energy Consumers Australie, proposition préparée par Lynne Gallagher, Chief Executive Officer , proposition personnelle préparée par Dr Ron Ben-David, Professorial Fellow, Monash Business School Transport planners à Transport for NSW Fieldwork reports :

- Rapport d'atelier du projet Digital Energy Futures ARC Linkage, Sarah Pink, décembre 2021
- Rapport d'études sur le terrain intitulé « NSW mining and agricultural communities », Susan Wright, janvier 2022
- Rapport d'études sur le terrain intitulé « Insights for Just Transitions for Coal Communities in Australia », Kari Dahlgren, novembre 2021
- Rapport d'études sur le terrain intitulé « EVs, Housing and inequalities », Sarah Pink, janvier 2022

D'autres documents de recherche étayant le rapport ont été produits par Kari Dahlgren, Nicole Hansen, Nick Robinson et Nina Willment. Les auteurs remercient également : Dr David Bissell (université de Melbourne), Brad Riley (ANU) et Dr Darryn Snell (RMIT), ainsi qu'un collègue évaluateur anonyme.

À propos du programme intitulé « Transitions justes vers la décarbonation en Asie-Pacifique »

Travaillant en partenariat avec les équipes de l'UK Science & Innovation Network, le programme examine la façon dont la mise en place de transitions justes parallèlement à la lutte contre le changement climatique et à la protection de la biodiversité est essentielle pour soutenir des économies et des sociétés inclusives à l'avenir. Dans le cadre de ce programme, l'Academy a accordé un financement à sept projets de recherche étudiant les actions requises en Asie-Pacifique pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité, pour identifier les opportunités de décarbonation des économies et des sociétés, et pour recommander des options et des programmes destinés aux communautés, aux travailleurs, aux entreprises, aux décideurs politiques et au grand public. Le programme a été financé par le ministère des Affaires, de l'Énergie et des Stratégies industrielles britannique.

Table des matières

Synthèse	5
1.0 Le projet Just Transitions en Australie	6
1.1 Le contexte Australien	6
1.2 Définition d'une transition juste : concepts et termes clés	7
1.3 Approche de la recherche	8
1.4 Productions de la recherche	9
2.0 Principes d'une transition juste	10
2.1 Lieux et échelles d'intervention	10
2.2 Calendriers de réalisation de la transition	12
2.3 Innovation	13
2.4 Individus, expériences et enjeux d'identité	14
2.5 Responsabilités	15
3.0 Perspectives	17
3.1 Le foyer	17
3.2 Travail et industrie	18
3.3 Mobilités	19
3.4 Énergies renouvelables	21
3.5 Technologie et données	24
References	26
À propos de The British Academy	27

Synthèse

Le rapport « Transitions justes vers une Australie sobre en carbone » (Just Transitions in Australia) présente et documente la politique, la pratique et les perspectives réalistes d'une transition juste vers la décarbonation en Australie.

L'objectif de la recherche était de collecter et compiler des données probantes sur les transitions justes, pouvant être diffusées et formulées afin de façonner les instruments politiques et les pratiques à différents échelons, du national jusqu'au local et à l'échelle des communautés. Ce rapport est la principale production du projet « Just Transitions in Australia : moving towards low carbon lives across policy, industry and practice » (« Transitions justes vers une Australie sobre en carbone : enjeux politiques, industriels et pratiques ») (octobre 2021 - mars 2022). Le projet a été financé par le programme Just Transitions to Decarbonisation in the Asia-Pacific de la British Academy, et résulte d'une collaboration entre des équipes de recherche de l'Université Royal Holloway de Londres et de l'Université Monash.

Le rapport complet est structuré en quatre sections : 1) introduction ; 2) principes clés d'une transition juste ; 3) perspectives offertes par des transitions justes ; et 4) cinq rapports détaillés sur des volets spécifiques, fournissant des données précises produites par le travail de recherche, et à partir desquelles les principes ont été développés.

La présente synthèse se focalisera sur les trois domaines suivants :

- **Objectifs, approche et conception de projet de recherche** (Section 1).
- **Principes** (Section 2) constituant un socle de départ pour toute personne ou organisation souhaitant apporter sa contribution à une transition juste. Ces principes incarnent les valeurs partagées qui doivent être incarnées dans tous les secteurs de la société pour créer les conditions de réalisation d'une transition juste. Ils sont expliqués plus en détails dans la Section 4 (domaines d'intervention) du rapport principal. Chaque domaine d'intervention doit par conséquent être analysé en conjonction avec ces principes.
- La section **Perspectives** (Section 3) expose une série de perspectives plausibles et réalistes concernant l'aboutissement d'une transition juste en Australie. Dans cette quête d'une transition juste, il nous faut reconnaître que nous aurons besoin de points de départ multiples mais interdépendants, adaptés aux capacités des différents acteurs individuels, organisationnels et politiques, et nécessairement façonnés par des valeurs communes.

1.0 Le projet Just Transitions en Australie

1.1 Le contexte Australien

La position de l'Australie concernant ses ressources naturelles a récemment été caractérisée comme une « malédiction du charbon ».¹ L'Australie a été qualifiée de « nation riche ayant le profil économique d'un pays en développement ». Le gouvernement national est réticent à l'idée de fixer de nouveaux objectifs ou même de prendre au sérieux les défis d'une transition vers la décarbonation, en plaçant certains de ses espoirs dans le gaz naturel. Les projets du gouvernement actuel viennent à peine de dépasser les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat, à savoir une réduction de 26 à 28 % des niveaux de 2005 d'ici à 2030, pour atteindre un objectif net zéro d'ici à 2050. Entre-temps, les effets complexes de l'urgence climatique se manifestent de manière tangible par la fréquence accrue et l'imprévisibilité des phénomènes météorologiques extrêmes, s'agissant notamment de feux de brousse à grande échelle, de cyclones et de sécheresses, qui témoignent tous de la réalité du changement climatique. On observe malgré tout une reconnaissance croissante de la nécessité de la transition. Parallèlement à la réponse du gouvernement fédéral, le marché de l'électricité est en train de se transformer de manière significative avec l'arrivée des sources de génération renouvelables, et on observe de nombreux signes précurseurs qui laissent entrevoir de réelles avancées, grâce auxquelles des « transitions justes » pourront être réalisées. Les États australiens se sont également révélés beaucoup plus actifs en matière de décarbonation. En novembre 2021, le *Net Zero Emissions Policy Forum* a été créé grâce à une collaboration entre les gouvernements des États de Nouvelle-Galles du Sud (NSW), du Territoire de la capitale australienne (ACT) et d'Australie-Méridionale (SA).

Le contexte est encore compliqué par la multiplicité des définitions et des approches de la transition, ainsi que par des degrés de succès et des expériences très variables. Cela concerne en particulier la relation de l'Australie avec les populations indigènes. Les questions politiques et juridiques complexes relatives aux terres et aux ressources des Aborigènes et des Indigènes du Détroit de Torres sont autant de défis en termes de propriété équitable, d'investissement social et d'autonomie dans le cadre des programmes et pratiques de transition vers une économie sobre en carbone. En outre, la dépendance de l'industrie australienne vis-à-vis des exportations et des emplois liés aux ressources naturelles engendre un ensemble de problèmes particuliers pour une « transition juste » vers la décarbonation.

¹ Brett, J. (2020). 'Resources, climate and Australia's future'. *Quarterly Essay*, (78), 1-81.

1.2 Définition d'une transition juste : concepts et termes clés

Notre approche des « transitions justes » s'appuie sur les approches des « transitions énergétiques » et des « transitions durables », sur les concepts et principes des transitions en matière de mobilité, sur les enjeux de justice liés à la mobilité, sur une approche de la vie quotidienne en tant que vecteur de transition, ainsi que sur les pratiques sociales (Strengers et al 2019).²

Les approches en matière de « transitions justes » ont été influencées par les mouvements syndicaux suscités, en Amérique du Nord et en Australie, par les vagues de suppressions d'emplois dans les industries lourdes à forte intensité de carbone et dans des secteurs tels que l'industrie automobile. En abordant le concept de « transitions justes » dans le contexte plus général de l'Australie, nous avons veillé à ce qu'il s'incarne sur les plans à la fois institutionnel et sociétal. Le Conseil australien des académies savantes (Australian Council of Learned Academies/ACOLA), dans son *plan de transition de la recherche énergétique australienne* pour 2021, a suggéré qu'« une transition réussie doit également englober les perspectives et le bien-être des personnes, dans le contexte de leur vie personnelle, de leurs communautés, de leur économie et de leur emploi, selon des modalités justes et équitables ».³ Dans le même temps, nous reconnaissons que si l'expression « transitions justes » a fini par dépasser le strict cadre des relations de travail, elle n'est pas toujours aussi simple à décliner et n'est pas dépourvue de certaines connotations, liées notamment à son histoire en Australie. Pourtant, même si d'autres termes pourraient être utilisés, nous reconnaissons l'utilité de la pluralité des manières selon lesquelles la notion de « transition juste » pourrait être appliquée au contexte australien.

Notre approche, fondée sur une compréhension sociologique de la pratique sociale et sur les théories anthropologiques de l'expérience humaine et de l'anticipation du quotidien, place les personnes, leurs actions, leurs valeurs, leurs besoins, leurs espoirs et leurs préoccupations au cœur de toute réflexion autour d'une transition juste. Si les avancées technologiques contribuent indiscutablement à la transition, une « transition juste » doit offrir une meilleure prise en compte de la vie quotidienne des gens, et de la grande diversité des circonstances et intérêts vis-à-vis des transitions vers la décarbonation, pour les humains comme pour les autres formes de vie (animaux, environnements, natures).⁴

Sovacool et al. posent la question suivante : comment les politiques et pratiques de transition vers une économie sobre en carbone peuvent-elles devenir plus « sensibles à la justice » ?⁵ Nous répondrons en nous appuyant sur de multiples perspectives sur les « transitions justes », telles qu'elles peuvent être adaptées et déclinées.⁶ Nous envisageons ici la notion de transition juste selon différentes perspectives :

- Un concept de travail : enjeux et défis liés aux évolutions du travail et de l'emploi ; rôle des syndicats et mouvements apparentés ; sites et espaces de travail (y compris le domicile) ;

2 Markard, J., Raven, R., & Truffer, B. (2012). « Sustainability transitions: An emerging field of research and its prospects », *Research Policy*, 41(6), pp. 955-967; Nikolaeva, A. et al. (2019) « Commoning mobility: Towards a new politics of mobility transitions », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 44(2), pp. 346-360. doi:10.1111/tran.12287; Adey, P., Cresswell, T., Lee, J. Y., Nikolaeva, A., Nóvoa, A., & Temenos, C. (2021). *Moving Towards Transition: Commoning Mobility for a Low-carbon Future*. Bloomsbury Publishing, London; Pink, S., Mackley, K. L., Morosanu, R., Mitchell, V., & Bhamra, T. (2017). *Making homes: Ethnography and design*. Taylor & Francis, London; Strengers, Y., Pink, S. & Nicholls, L. (2019). Smart energy futures and social practice imaginaries: Forecasting scenarios for pet care in Australian homes. *Energy Research & Social Science*, 48, pp. 108-115.

3 ACOLA. (2021). Clarke, D., Baldwin, K., Baum, F., Godfrey, B., Richardson, S., et Robin, L. *Australian Energy Transition Plan, Report for the Australian Council of Learned Academies (ACOLA)*, www.acola.org, p.3.

4 Tschakert, P., Schlosberg, D., Celermajer, D., Rickards, L., Winter, C., Thaler, M., Stewart-Harawira, M. & Verlie, B. (2021). 'Multispecies justice: Climate-just futures with, for and beyond humans'. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 12(2), e699.

5 Sovacool, B. K., Burke, M., Baker, L., Kotikalapudi, C. K., & Wlokas, H. (2017). « New frontiers and conceptual frameworks for energy justice », *Energy Policy*, 105, pp. 677-691.

6 Wang, X., & Lo, K. (2021). « Just transition: A conceptual review », *Energy Research & Social Science*, 82, 102291.

- Un concept de politique/gouvernance : enjeux et défis liés au contexte politique, à l'encadrement des politiques, aux dispositions institutionnelles, aux partenariats public-privé, aux contestations ; compréhension des politiques sur le plan de la distribution ;
- Un concept géographique : enjeux et défis liés au lieu, à l'échelle et à l'espace des interventions ; où ont lieu (ou n'ont pas lieu) les transitions justes, et pourquoi (ou pourquoi pas) à tel ou tel autre endroit ; enjeux d'équité entre les différents lieux et échelles d'intervention ;
- Un concept de la vie quotidienne : enjeux et défis liés aux pratiques quotidiennes, au domicile, à l'organisation du foyer, en prêtant une attention particulière aux ressentis et aux expériences individuels et partagés ;
- Un concept géopolitique : enjeux et défis liés aux États, aux ONG, aux mouvements sociaux et aux institutions mondiales qui œuvrent en faveur de la transition, en s'intéressant notamment à leurs calculs d'anticipation sur la transition par rapport à d'autres objectifs stratégiques.

Nous mobilisons également un « concept de justice intégrée », afin d'évaluer les transitions et ces différentes perspectives de justice les unes par rapport aux autres. Les enjeux et défis liés à la répartition inégale des coûts/bénéfices/arbitrages de la transition sont examinés pour différents domaines d'intervention : environnement, climat, vie quotidienne, justice énergétique, relations géopolitiques, définitions du travail. Dans le même temps, nous nous efforçons plus généralement de comprendre quels sont les acteurs qui détiennent un pouvoir d'action autonome dans le cadre des transitions justes, ainsi que leurs relations multiples, entremêlées et parfois contradictoires ou en tension les unes avec les autres (ex. : antagonismes bleu/vert, emploi/environnement).

Il ne s'agit donc pas nécessairement de déterminer une « transition juste » idéale, mais plutôt de reconnaître l'intérêt d'élargir la manière dont les transitions justes pourraient être évaluées et, de manière plus pragmatique, de faire progresser les discussions entre des acteurs tels que « les syndicats, les écologistes, les gouvernements et les membres des communautés sur la meilleure manière d'équilibrer les besoins écologiques et sociaux lors de la prise de décisions critiques en matière de politique environnementale ». ⁷ Si la transition n'est pas conduite dans un cadre « juste », la décarbonation de l'Australie ne sera qu'un vœu pieux.

1.3 Approche de la recherche

Dans ce contexte, notre projet identifie 5 domaines d'intervention critiques à partir desquels une « transition juste » peut être examinée et évaluée en Australie :

- Le foyer
- Le travail et l'industrie
- Les mobilités et les infrastructures
- Les énergies renouvelables
- Les technologies et les données

⁷ Snell, D. (2018). 'Just transition'? Conceptual challenges meet stark reality in a 'transitioning' coal region in Australia. *Globalizations*, 15(4), p. 561

Ce rapport est principalement élaboré à partir d'un travail collectif de synthèse et d'analyse interprétative, sur la base de données secondaires issues de différentes sources, complétées par des données primaires provenant d'un nombre limité d'entretiens et de soumissions :

- Un examen de la littérature académique et « grise » de l'état de l'art des politiques et des savoirs des praticiens sur les transitions vers la décarbonation en Australie.
- Des entretiens semi-structurés ont été menés avec des conseillers de projets universitaires occupant des postes clés au sein de réseaux de recherche, ainsi qu'avec des parties prenantes représentant des organisations universitaires, de politique publique et communautaires.
- En s'appuyant sur les conclusions de travaux de recherche existants et en cours (ethnographie, prospective ethnographique appliquée au design, projets de recherche fondés sur des entretiens individuels) entrepris en Australie et couvrant tous les domaines d'intervention mentionnés.
- Soumissions d'acteurs de premier plan du monde universitaire, du secteur public, de la défense des consommateurs et de l'industrie.

1.4 Productions de la recherche

Outre la présente synthèse, le projet a permis de produire un rapport principal ; cinq notes d'information sur les politiques à mener dans chaque domaine d'intervention (foyer, travail et industrie, mobilité, énergies renouvelables, et technologies, données et cybersécurité) ; trois séminaires en ligne ; et un site web sur lequel seront présentés les rapports et autres documents de recherche, y compris les différentes contributions au projet.

2.0 Principes d'une transition juste

L'Australie se demande comment effectuer une transition vers la décarbonation dans un cadre durable sur le plan environnemental et équitable sur le plan social, tout en comptant parmi les pays qui sont aujourd'hui particulièrement affectés par le changement climatique. Ce rapport va au-delà d'une focalisation commune sur la décarbonation et ses conséquences pour les communautés et les travailleurs impliqués dans l'industrie du charbon. Si l'abandon progressif du charbon est important, les recherches qui sous-tendent ce rapport reconnaissent l'éventail beaucoup plus large des enjeux et des préoccupations qui sous-tendent les transitions justes vers la décarbonation.

Les transitions vers la **décarbonation en Australie** doivent éviter deux écueils majeurs : **perpétuer les injustices existantes associées aux systèmes énergétiques et aux activités économiques fondés sur le carbone** ; et **générer de nouvelles conditions de préjudice et d'inégalité du fait de l'introduction de systèmes énergétiques sobres en carbone**.

En outre, les transitions justes vers la décarbonation doivent prendre en compte les implications et les arbitrages nécessaires pour les domaines d'intervention et les espaces géographiques multiples et interconnectés qui caractérisent le monde moderne, notamment le foyer, le travail et l'industrie, les mobilités, les énergies renouvelables, ainsi que la technologie et les données.

Notre recherche a permis d'identifier **un ensemble de principes clés** qui sont essentiels pour comprendre et mettre en œuvre des transitions justes en Australie. Chacun de ces principes offre un point d'entrée spécifique, à partir duquel les parties prenantes pourront aborder toute la complexité d'une transition juste vers la décarbonation. Ces principes ne doivent pas être envisagés comme des instructions impératives à respecter à la lettre, comme s'il suffisait de suivre une simple recette pour parvenir à une transition juste, mais plutôt comme des propositions sur lesquelles il sera possible de baser les réflexions, actions et décisions futures.

Les principes présentés ici sont organisés selon cinq axes principaux : 1) lieux et échelles d'intervention ; 2) calendriers de réalisation de la transition ; 3) innovation ; 4) individus, expériences et enjeux d'identité ; et 5) responsabilités.

2.1 Lieux et échelles d'intervention

Pour créer les conditions d'une transition juste, il nous faut reconnaître que les transformations ne se déroulent pas de manière uniforme selon les lieux et les échelles spatiales. Il faut donc examiner différents lieux et régions en s'intéressant à leurs complexités spatiales, matérielles et sociales, à leurs spécificités climatiques, géographiques et en termes de logement, et à la façon dont ils sont stratégiquement encadrés en vue d'une transition juste vers la décarbonation.

- **Les directives politiques nationales pour des transitions justes vers la décarbonation doivent refléter la diversité et la répartition inégale de la population australienne.** L'application de ces directives n'aura pas les mêmes implications pour les zones rurales, régionales et urbaines. Les disparités sur le plan de l'accès aux infrastructures énergétiques pour les ménages des centres urbains bien desservis, par rapport aux communautés éloignées disposant de ressources limitées et affectées de façon disproportionnée par les extrêmes climatiques, en sont une illustration flagrante. La prise en compte de cette diversité est indispensable pour éviter d'exclure ou de rendre inaudibles certaines voix et d'inhiber l'adhésion des communautés locales aux initiatives de décarbonation.
- **Pour les régions caractérisées par une forte présence de technologies et d'infrastructures à forte intensité carbone, les transitions justes vers la décarbonation doivent prendre en compte les coûts et les difficultés supplémentaires liés à l'abandon de ces systèmes.** Ainsi par exemple, la remise à neuf ou la réutilisation adaptative des environnements bâtis existants pourra être rentable et permettre d'éviter un gaspillage des ressources. Les défis à prendre en compte concernant les dynamiques de verrouillage sociotechnique (*lock-in*) pourront également inclure, par exemple, non seulement la présence de routes construites pour les véhicules privés qu'il serait coûteux de démolir, reconstruire ou adapter, mais aussi les engagements juridiques et économiques auxquels elles sont liées, de même que les structures sociales qui dépendent de ces infrastructures et de la mobilité qu'elles permettent.
- **Les transitions justes exigent de reconnaître que l'effort de décarbonation se déroule sur les terres non cédées des peuples des Premières Nations.** On tend trop souvent à considérer une grande partie de l'Australie comme un puits profond au potentiel inexploité de ressources énergétiques vertes et renouvelables, sans tenir compte de l'héritage culturel et de la valeur spirituelle des lieux pour les peuples des Premières Nations. Les transitions vers la décarbonation ne peuvent être justes que si les droits fonciers des Premières Nations sont respectés et renforcés, et si les peuples des Premières Nations et les propriétaires et gardiens traditionnels sont habilités à jouer un rôle de premier plan dans la transformation.
- **Une délibération prudente et une exigence de transparence sont nécessaires sur la manière dont les bénéfices et/ou les conséquences négatives des transitions justes sont présentés et expliqués de manière claire et précise dans les localités et les régions concernées.** Les modalités selon lesquelles chaque lieu peut être affecté par les transitions peuvent être présentées de différentes manières selon les objectifs politiques poursuivis. Si la compréhension des impacts peut être importante pour identifier les parties prenantes les plus défavorisées par les transitions ou les formes optimales de soutien distributif, il existe un risque que des oppositions locales se retrouvent injustement écartées ou marginalisées au motif d'un bénéfice régional, national ou même mondial.
- **Le potentiel de développement à grande échelle de la production et du déploiement des technologies propres dans le cadre d'une transition juste doit être examiné à toutes les échelles géographiques et dans toutes les régions.** Les ambitions optimistes de tirer parti d'un avantage concurrentiel mondial et de développer les échanges internationaux peuvent être en contradiction avec les exigences d'une transition juste à l'échelle locale ou régionale. Ainsi par exemple, l'adoption de véhicules électriques dans les villes et le déploiement des technologies « *big battery* » dans les grands centres régionaux pourront contribuer à réduire les émissions. Dans le même temps, cependant, ces initiatives pourraient (parallèlement à la croissance continue

de la demande d'énergie) mettre à mal les ressources minérales et les chaînes d'approvisionnement, avoir d'autres répercussions en aval en termes de génération de déchets, et encourager les modes de vie, les structures sociales et les formes urbaines fortement dépendants de la voiture individuelle.

2.2 Calendriers de réalisation de la transition

Il convient d'accorder une attention particulière aux délais de réalisation de ces transitions ainsi qu'à leur variabilité, au sein d'un même domaine d'intervention et d'un domaine à l'autre. Les délais appropriés pour la mise en œuvre de transitions justes ne peuvent être envisagés que dans leur contexte.

- **Les transitions justes se déroulent sur des échelles de temps multiples et interdépendantes.** Ainsi par exemple, les travailleurs et les communautés concernés par la transition des industries à base de combustibles fossiles ont des besoins à court terme spécifiques en termes d'emploi et de revenus. Par contraste, les objectifs à long terme en matière d'énergies renouvelables nécessitent d'engager dès aujourd'hui des investissements dans les infrastructures de transport, qui pourront à leur tour être entravés par l'incertitude qui caractérise les politiques nationales actuelles. Les régulateurs de l'énergie doivent assurer la sécurité énergétique immédiate en gérant les cours des matières premières et en traitant les vulnérabilités existantes des ménages, tout en travaillant sur l'adoption progressive des énergies renouvelables.
- **Les transitions justes impliquent de mener une réflexion sur les implications de la vitesse, de l'accélération et de l'urgence des transformations.** Les impératifs du changement climatique à court terme et les engagements zéro émission nette à l'horizon 2050, ainsi que les impacts climatiques extrêmes que nous connaissons aujourd'hui, favorisent les réponses politiques d'urgence et de crise. Pour autant, il convient de prêter attention à la façon dont le rythme des transitions est proposé et communiqué. Une transition trop rapide vers des pratiques et systèmes alternatifs peut avoir de sérieuses conséquences pour ceux qui se retrouvent laissés pour compte ou qui doivent supporter injustement les coûts et autres conséquences du changement.
- **Les transitions justes doivent éviter de se fonder sur des ambitions vagues ou irréalistes.** Certaines réponses aux impératifs de décarbonation ont consisté à reporter les prises de décision et les investissements en prévision d'avancées (technologiques) futures, sans étudier ou comprendre les éventuelles implications et conditions sociales associées à de tels progrès. De telles approches suggèrent naïvement qu'il est possible de gérer le changement climatique sans modifier de manière significative les modes de vie, les techniques de construction ou la nature du développement économique. Il est également nécessaire de définir des politiques à long terme claires afin d'instaurer la confiance requise pour encourager les investissements du secteur privé nécessaires au développement à grande échelle des infrastructures faibles en carbone, notamment dans le domaine des énergies renouvelables.
- **Les transitions justes exigent une meilleure compréhension de l'objet et de l'objectif de la transformation, ainsi que de la nature et la distribution de ses implications.** Cela nécessite de mener une réflexion critique sur les approches passées et de reconnaître les histoires et mémoires alternatives. Certaines transitions pourront être confrontées à des idées nostalgiques d'un passé plus enviable face à un présent imprévisible et un avenir plus sombre. De telles idées peuvent occulter la réalité de transitions passées (mutation industrielle par

exemple), qui auront déjà généré des injustices pour les communautés locales, les peuples des Premières Nations et les environnements. La dépossession et la marginalisation historiques et contemporaines des peuples des Premières Nations doivent être reconnues sans ambiguïté.

- **La manière dont l'avenir est (in)également conceptualisé ou imaginé nécessite un travail d'analyse et de déconstruction minutieux.** Les travailleurs et les communautés locales risquent de se sentir rapidement laissés pour compte ou marginalisés par rapport à des visions d'avenir dans lesquelles ils ne semblent pas avoir leur place ou ne peuvent pas se projeter. La mise en œuvre sociale et la pluralité des échelles temporelles à travers lesquelles les transitions se déroulent et sont encadrées (en incluant les opportunités et contraintes passées, présentes et futures) doivent être explicitement prises en compte pour comprendre comment le temps et la transition sont discutés et imaginés par les personnes et les communautés locales. Cela pourra nécessiter de travailler sur de nouveaux modes d'exploration des échelles temporelles d'une transition juste, plus ancrés dans la réalité sociale et plus sensibles politiquement, en s'appuyant par exemple sur les nouvelles techniques de prospective.

2.3 Innovation

Le paradigme existant et dominant sur la question de l'innovation en Australie se conforme à un récit fondé sur le solutionnisme technologique, selon lequel l'innovation technologique est présentée comme une solution aux problèmes sociétaux et environnementaux. Cette approche étriquée de la résolution des défis climatiques présente des limites importantes en ce qui concerne la mesure dans laquelle les valeurs et les réalisations sociales, écologiques et locales sont comprises et priorisées dans les investissements et dans l'élaboration des politiques. Une transition juste doit reconsidérer de manière critique le rôle de l'invention technologique, de la conception technique, de l'innovation et de la croissance économique dans la décarbonation.

- **De nouveaux cadres d'innovation et de nouvelles politiques pour des transitions justes sont nécessaires pour répondre de manière adéquate à un ensemble interdépendant de défis sociaux et écologiques.** L'innovation dépasse le strict cadre de l'invention technologique, par l'application de nouvelles idées, de nouveaux processus et de nouvelles politiques dans les organisations et les institutions, les cadres de gouvernance, les pratiques sociales et les modèles et paradigmes économiques. Les modèles d'innovation fondés sur la collaboration, la résolution des problèmes et l'initiative locale peuvent contribuer à combler les lacunes sociales et écologiques des modèles linéaires, étroits et axés exclusivement sur la technologie, reposant uniquement sur la R&D, les transferts de technologie et la commercialisation de la recherche.
- **Les gestes quotidiens doivent être envisagés comme un moteur et un vecteur d'innovation pour les transitions justes, plutôt que comme le simple résultat d'un changement imposé d'en haut.** Cela implique de solliciter un éventail d'acteurs plus large pour l'innovation, au-delà des entrepreneurs technologiques ou des multinationales, en incluant des parties prenantes telles que les organisations communautaires, les gouvernements locaux, les ménages et les ONG. Ainsi par exemple, une participation diversifiée aux phases initiales de conception de systèmes « intelligents » et de technologies automatisées est nécessaire pour éviter les conséquences injustes des interventions passées (voir par exemple l'échec du Robodebt australien), qui ont eu des conséquences désastreuses sur la vie de personnes qui étaient pourtant déjà gravement affectées par les inégalités sociales et économiques.

- **Les transitions justes dans les États post-coloniaux comme l'Australie doivent contribuer à la décolonisation de la science, de la technologie et de l'innovation.** Pour ce faire, il convient de reconnaître la valeur des savoirs autochtones et le potentiel créatif de la collaboration, et de s'interroger sur le « où », le « comment » et le « pour qui » du paradigme de l'innovation dominant actuel. Il s'agit notamment de reconsidérer la dépendance du gouvernement et des organisations du secteur public à l'égard des solutions du secteur privé (en incluant les conseils des cabinets de consultants et l'achat de solutions non spécifiques préfabriquées auprès d'entreprises high tech), notamment dans le domaine du traitement des données.

2.4 Individus, expériences et enjeux d'identité

L'individu, l'expérience personnelle et les enjeux d'identité doivent être au cœur des transitions vers la décarbonation. Les approches technologiques caractérisées par des interventions descendantes et à court terme sont intrinsèquement limitées car elles considèrent les gens comme de simples « bénéficiaires » de la transition, et cherchent à obtenir leur « acceptation » ou leur « autorisation sociale » pour progresser, au lieu d'encourager un réel engagement ou une participation active. Le fait d'ignorer la complexité des expériences et des identités personnelles peut également être un facteur d'échec des transitions.

- **Pour avoir un impact durable, les transitions justes doivent tenir compte de la complexité de la vie quotidienne.** Une transition sera plus susceptible d'être juste si les citoyens peuvent faire l'expérience directe de son caractère équitable, et si elle s'incarne concrètement dans les modalités selon lesquelles les communautés et les individus *avancent ensemble dans une transition juste*, au lieu de simplement s'appuyer sur une approche de type « *nudging* » pour encourager des comportements plus vertueux. Il faut pour cela reconnaître que les individus sont complexes et que la conduite de leur vie quotidienne est régie par un large éventail de facteurs. Les initiatives existantes tendent à catégoriser les personnes de manière unidimensionnelle en fonction de leurs relations avec des organisations puissantes (ex. : les « clients » des entreprises de transport ou d'énergie, les « utilisateurs » des technologies ou les « citoyens » des États et des villes), or cela ne permet pas d'apprécier les situations et les circonstances dans toute leur diversité et leur complexité.
- **Les transitions justes passent nécessairement par l'écoute et le respect des savoirs locaux et l'expertise du quotidien.** Il convient donc d'éviter de formuler des présomptions uniformes sur certains groupes de main d'œuvre, communautés et zones géographiques, ou de parler en leur nom. Il faut identifier toute la richesse des savoirs et des bonnes pratiques pouvant contribuer à la transition vers la décarbonation, en explorant des domaines tels que la vie quotidienne, les ménages, les communautés, les environnements de travail et les modes de transport. Pour assurer une transition juste, tous ces éléments doivent être recueillis, analysés, diffusés et partagés.
- **Une transition juste n'est pas simplement un processus abstrait qui peut être modélisé, c'est une mutation qui sera forcément vécue et perçue depuis la base.** Les expériences de transition sont personnelles, intimes et ressenties, notamment en termes de dégradation du bien-être et des identités personnelles et sociales. En tant que telles, les transitions justes doivent être adaptées aux expériences des personnes concernées : au domicile, sur le lieu de travail et dans les communautés. Les postulats sur la résilience et la flexibilité face au changement doivent être sérieusement remis en question.

- **Il est essentiel d'adopter des approches prudentes, intégrées et participatives des transitions justes au sein des communautés.** Une transition juste doit reconnaître les cultures et les identités, et concevoir des interventions collaboratives et participatives vers des transitions qui émergent d'elles et progressent en leur sein. Une transition juste doit travailler avec les individus et les communautés locales pour créer des feuilles de route communes qui garantissent des communautés fortes et solidaires et des identités individuelles confiantes, épanouies et saines.

2.5 Responsabilités

Les perspectives de transitions justes soulèvent des questions sur la répartition des rôles et des responsabilités, concernant notamment le bien-être des personnes, des communautés, des espèces non-humaines et de la planète, qui doivent être au cœur de la décarbonation. Les coûts et bénéfices financiers et autres de la décarbonation sont répartis de manière inégale et inéquitable dans les économies de marché, sans intervention de l'État. De puissants groupes privés entendent bien profiter de l'expansion des économies vertes, d'ailleurs souvent subventionnée par des investissements publics. Nous voyons également des communautés se mobiliser autour d'objectifs communs et d'une auto-organisation collective.

- **Les transitions justes exigent d'être attentif à la responsabilisation démocratique et d'instaurer des structures d'autorité et de gouvernance appropriées.** Les cadres de gouvernance habituels font des investisseurs privés les bénéficiaires probables des transitions vers des systèmes sobres en carbone, potentiellement au détriment des investissements axés sur la responsabilisation des ménages et des collectivités locales. Les programmes de transition juste doivent identifier clairement les parties prenantes qui assumeront la responsabilité de la gestion des coûts, de l'accès, des avantages et du bien-être des individus et des communautés dans le temps et dans l'espace, ce qui pourra nécessiter de nouveaux mécanismes de gouvernance. Ainsi par exemple, comment la réglementation du marché de l'énergie à différents niveaux de gouvernement pourrait-elle faciliter une plus grande autonomie énergétique au niveau local et des ménages, ou la nationalisation de la production d'énergie ? Des collectifs locaux testent déjà les limites des systèmes en place en se lançant dans la propriété coopérative d'actifs d'énergie renouvelable et la distribution des revenus en fonction d'objectifs sociaux.
- **Les transitions justes doivent être inclusives et participatives et bénéficieront probablement de coalitions intersectorielles.** Ainsi par exemple, dans le domaine du travail et de l'industrie, les grands groupes industriels qui cherchent à monétiser le travail à la moindre opportunité ne souhaiteront pas nécessairement assumer la responsabilité d'une transition juste, tandis que les PME n'auront en général pas les moyens de le faire. Il est donc urgent de mettre en place une stratégie commune puissante dans le cadre de laquelle les pouvoirs publics, les industriels, les syndicats et les travailleurs (correctement rémunérés) pourront aller de l'avant en assumant une responsabilité partagée dans la conception de transitions justes et en disposant du temps nécessaire pour le faire avec les communautés locales concernées.
- **Les objectifs de décarbonation doivent chercher à éliminer les silos de gouvernance.** Ils doivent envisager et prendre en compte les interconnexions entre les systèmes, les processus sous-jacents, ou les conséquences et boucles de rétroaction imprévues. L'élaboration de politiques intégrées est nécessaire pour éviter les conflits ou les contradictions. Les enseignements tirés du secteur de

l'énergie soulignent la nécessité d'une coordination horizontale des activités et stratégies des différents ministères concernés car la vulnérabilité et l'insécurité énergétiques sont le résultat non seulement des conditions du marché de l'énergie, mais aussi des conditions de logement et des revenus.

- **Les transitions justes doivent tenir compte du risque d'une marginalisation persistante des peuples des Premières Nations dans la prise de décision et le partage des bénéfices de la décarbonation.** Les principes du consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) constituent un cadre aidant à entreprendre des projets de décarbonation avec les peuples autochtones dans un intérêt mutuel, et permettant aux communautés locales de prendre pleinement en compte les conséquences des transitions sur leurs libertés et leurs capacités, en participant réellement aux décisions les concernant.

Il faut poursuivre les recherches, l'ouverture et l'expérimentation si nous voulons comprendre comment ces principes peuvent être mis en pratique.

3.0 Perspectives

Cette section présente une série de perspectives plausibles et réalistes permettant d'entrevoir une transition juste en Australie. Dans cette quête d'une transition juste, il nous faut reconnaître que nous aurons besoin de points de départ multiples mais interdépendants, adaptés aux capacités des différents acteurs individuels, organisationnels et politiques, et nécessairement façonnés par des valeurs communes. Les possibilités que nous esquissons ici n'ont donc pas la prétention de décrire ce qui serait forcément une vision artificielle d'une transition « complète », poursuivie à partir d'une seule et unique perspective. Elles visent plutôt à dépendre des réalités personnelles et concrètes de la transition complexe, chaotique et inévitablement imparfaite dans laquelle l'Australie doit s'engager.

3.1 Le foyer

Les foyers australiens varient selon les régions et en fonction des inégalités sociales et économiques. Le code du bâtiment australien définit huit zones climatiques, qui donnent lieu à différentes normes et pratiques vernaculaires concernant les techniques de chauffage et de climatisation des habitations.⁸ L'empreinte au sol des maisons australiennes compte parmi les plus importantes au monde, tandis que les quartiers populaires des grandes métropoles australiennes sont caractérisés par une forte densité et la prolifération des tours d'habitation. Alors que l'Australie est citée comme le premier pays au monde pour le taux de capacité solaire et éolienne installée par personne chaque année, les possibilités d'utilisation de l'énergie solaire sont inégalement réparties. Les nouvelles technologies et pratiques à domicile pourraient jouer un rôle clé dans la promotion d'une transition juste. Cela nécessitera cependant des recherches et un engagement plus poussés, en particulier si l'on considère l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le développement du télétravail, faisant du domicile un centre d'activité intensifié, impliquant une demande d'énergie accrue pour le chauffage et la climatisation, une diversification des appareils numériques et intelligents, et le déploiement de systèmes de stockage de l'électricité solaire et d'automatisation.

La vie quotidienne au sein du foyer offre de réelles opportunités pour une transition vers la décarbonation équitable et partant de la base. Une transition juste doit offrir l'opportunité simultanée d'éliminer les inégalités et les injustices existantes en matière d'accès au logement, aux énergies renouvelables et aux technologies. Le domicile pourrait à terme devenir un vecteur de transition juste si des modes d'accès équitables aux infrastructures, aux technologies, aux compétences et aux services humains étaient garantis :

- Une transition juste sera mieux soutenue par des politiques et des initiatives dédiées et adaptées aux groupes vulnérables et marginalisés, en particulier pour aider les ménages à faible revenu, ceux qui vivent dans des logements de mauvaise qualité et/ou locatifs, et les personnes qui n'ont pas les compétences ou l'appétence requises dans le domaine du numérique, ou la capacité pratique ou financière d'accéder aux technologies émergentes, pour participer à bon nombre des opportunités envisagées pour une transition énergétique.

8 <https://ncc.abcb.gov.au/editions-national-construction-code>

- Une application judicieuse des technologies émergentes favorisant la décarbonation dans les foyers pourrait contribuer à une transition juste. Pour y parvenir, les technologies et les systèmes automatisés et de maison intelligente doivent être flexibles et adaptés aux besoins réels des personnes, et leur donner les moyens de maîtriser leur environnement technologique, notamment sur les questions de sécurité et de confidentialité des données. La transition doit s'appuyer sur la confiance dans la politique énergétique et l'ensemble du secteur privé qui y participe, ainsi que dans la technologie elle-même.
- Une transition juste au niveau des ménages pourrait être l'un des éléments clés qui sous-tendent les processus de transition à partir de la base, mais elle ne pourra être réalisée que si elle s'appuie sur un travail de recherche et de conception délibéré et engagé avec ces ménages, en particulier avec les personnes qui ne sont habituellement pas en mesure de faire entendre leur voix. Un travail de sciences sociales et de prospective, immersif et centré sur les lieux, portant sur la conception et le test des services humains et des technologies nécessaires pour accompagner une telle transition, permettrait de faciliter ce processus.
- Les recherches futures devront également être attentives à la manière dont les modalités de propriété et les conditions d'habitation sont envisagées et espérées pour l'avenir, et prendre en compte ces visions pour planifier et co-concevoir des transitions inclusives, justes et durables auxquelles les gens pourront participer pleinement à court comme à long terme.

3.2 Travail et industrie

Dans de nombreuses régions d'Australie, le travail est une activité à forte intensité carbone. Le travail à distance en mode « *fly-in, fly-out* » (FIFO), qui s'appuie sur un système de navette aérienne entre le domicile des travailleurs et les sites miniers isolés, en plein développement sous l'effet du boom du secteur de l'extraction des ressources en Australie, a attiré des professionnels hautement qualifiés des villes et agglomérations régionales vers des communautés éloignées. Ces personnes ont besoin de services de transports aériens régionaux réguliers pour leurs allers-retours constants et pour la prestation de services essentiels, notamment les soins de santé. Si la pandémie de COVID-19 et les confinements successifs décidés dans les centres urbains ont encouragé les pratiques de télétravail et le travail à distance, il est frappant de constater que ces dernières ne profitent qu'à certains types de métier (en particulier aux professionnels en col blanc travaillant dans des bureaux, avec des conséquences très différentes pour le secteur agricole qui s'appuyait sur une main-d'œuvre migrante et touristique mobile). L'agriculture, la construction, l'industrie manufacturière et le tourisme font partie des secteurs clés sur lesquels reposeront les transitions justes vers la décarbonation.

La réalisation des transitions justes sur le lieu de travail constitue un défi de grande ampleur, impliquant un large éventail de secteurs, de travailleurs et de parties prenantes. Et pour l'ensemble des secteurs, des décisions importantes doivent être prises pour déterminer qui assumera la responsabilité des coûts d'investissement, et qui récoltera les bénéfices de ces investissements dans un avenir en transition. Dans le passé, et dans d'autres contextes internationaux, il incombait aux gouvernements de payer les coûts et de financer les investissements, tandis que le secteur privé et les actionnaires en récoltaient les bénéfices (bien souvent à la place des résidents, des travailleurs et des communautés locales qui étaient censées en bénéficier).

- Des données probantes indiquent que le secteur privé n'a, à lui seul, ni la volonté, ni les moyens d'instaurer des transitions justes vers la décarbonation pour les

travailleurs australiens. Pour autant, les possibilités d'une transition juste seront plus susceptibles de se concrétiser par des initiatives de collaboration et de coopération entre les parties prenantes qui auront eu le temps de se préparer adéquatement.

- La question de l'attribution claire des responsabilités est fondamentale pour rendre possible une transition juste dans la sphère du travail et de l'industrie.
- Les avens respectifs des différentes industries australiennes sont interconnectés et interdépendants. En reconnaissant ce fait et en donnant une visibilité à ces interdépendances, il deviendra possible d'identifier et de traiter les émissions « cachées » dans tous les secteurs.
- Les vulnérabilités en termes économiques et d'emploi sont également souvent liées aux vulnérabilités environnementales.
- De nouvelles opportunités pourraient émerger en refondant le paradigme de l'innovation, qui dans sa version actuelle entrave une transition juste car il défend des systèmes socio-économiques qui génèrent des inégalités et des modes d'exclusion ayant un impact profond sur la vie professionnelle et personnelle des individus.
- Le modèle de l'Australian Cooperative Research Centre (CRC) propose une perspective intéressante.⁹ Il pourrait servir de base aux partenaires des secteurs privé, public et universitaire pour s'engager dans des programmes de co-investissement dans le cadre d'un processus de transition juste.

3.3 Mobilités

Les véhicules australiens sont parmi les plus polluants au monde, avec des émissions de carbone plus élevées que dans l'UE ou aux États-Unis, qui contribuent à un cinquième des émissions totales du pays. Les normes d'efficacité, l'élimination progressive du moteur à combustion interne et les objectifs de mobilité nette zéro sont inférieurs aux normes internationales. Pour autant, les transitions en matière de mobilité ne se limitent pas à l'adoption de technologies sobres en carbone ; elles nécessitent également une modification des significations, des comportements et des pratiques qui façonnent la mobilité dans l'ensemble de la société. Elles exigent également de prêter attention aux inégalités sociales afin de créer une transition juste. On sait par exemple que, en Australie, seulement 5 à 10 % des trajets quotidiens sont effectués à pied, et que l'accessibilité des options de mobilité alternatives est inégalement répartie. Dans certains endroits, les innovations en matière de transports publics (bus électriques ou métro autonome, par exemple) et les micromobilités (scooters électriques, par exemple) se multiplient, et certaines villes australiennes disposent de systèmes de transports publics étendus et accessibles. Dans d'autres villes et régions éloignées, en revanche, notamment dans certaines régions et certaines communautés isolées des Premières Nations, les ménages n'ont souvent pas accès à d'autres options que l'automobile privée à carburant fossile.

Cette répartition inégale des options de mobilité pose des problèmes, alors même que la façon dont nous nous déplaçons est au cœur du fonctionnement de la société. La mobilité nous aide à nous acquitter de nos obligations et responsabilités sociales,

9 <https://cooperativeresearch.org.au/>

à accéder aux services, à travailler, à profiter de notre temps libre. Elle est également indispensable pour acheminer les produits et les biens d'un endroit à un autre. La mobilité en Australie revêt également tout un ensemble de significations. C'est un moyen d'explorer les paysages et le pays, une pratique culturelle qui confère une identité et un statut. Et pourtant, aussi profondément imbriquée qu'elle soit dans la vie quotidienne (ainsi que dans des systèmes et infrastructures complexes), la transition vers la décarbonation est un problème intégré qui exige une solution intégrée.

- Le dépassement d'une vision technocentrique est un processus essentiel si l'on veut assurer une transition équitable. Cela pourrait impliquer de « mettre en commun » la mobilité, une manière d'inventer collectivement des formes de mobilité plus justes et plus écologiques, en associant les transitions de décarbonation aux exigences de justice en matière de mobilité.
- La réduction de l'utilisation de la voiture, d'une part, et le développement des transports publics et des déplacements actifs, d'autre part, pourraient contribuer à une transition juste vers la décarbonation dans le secteur des transports, et susciter des améliorations plus générales en termes de qualité de vie et de bien-être. Pour y parvenir, il conviendra de prêter attention aux besoins et aux pratiques des différents groupes de population en Australie.
- Il est essentiel d'intégrer les transitions en matière de mobilité au sein des contraintes de planification et de densité urbaine, des marchés du logement, des services, ainsi que du travail et de l'emploi, compte tenu de leurs interdépendances et des structures sociales qu'elles induisent (déplacements sur de longues distances à travers les grandes régions métropolitaines, par exemple). Des stratégies ambitieuses au niveau des collectivités locales et des gouvernements des États (ainsi que la coopération entre ces acteurs) offrent un certain nombre de solutions à ces problèmes.
- Les cultures de la mobilité individuelle et privée, et les associations de la voiture avec l'identité et le statut social, sont profondément enracinées mais elles peuvent être remodelées par la génération de processus et de valeurs participatifs et partagés, y compris dans le cadre de la transition vers les véhicules électriques.
- L'attention portée à la manière dont les mobilités sont susceptibles d'être façonnées par les besoins de la vie quotidienne de demain, en relation avec les sphères du foyer, du travail et de la technologie (ainsi que par un travail de recherche et de conception entrepris avec les différentes communautés concernées) permettra une planification plus efficace des voies flexibles vers une transition juste en matière de mobilités.

Véhicules électriques : transition et non-transition

Les véhicules électriques sont souvent présentés comme la solution la plus immédiate pour décarboner les systèmes de mobilité en Australie, en dépit du manque de soutien de la part du gouvernement fédéral pour cette technologie. Par rapport aux voitures privées essence et diesel, ils offrent une solution attractive à court terme qui permet de réduire les émissions, d'assainir l'air des villes et d'améliorer la santé, et ils pourraient contribuer au développement des industries associées à la production de batteries et aux énergies renouvelables.

La transition vers l'électrification pose cependant un certain nombre de problèmes, notamment le manque d'infrastructures de recharge, qui limite l'autonomie des VE et donc le nombre de personnes qui pourraient en bénéficier, sans parler de leur coût élevé et de leur manque de disponibilité. De fait, les VE, lorsqu'ils sont disponibles, sont principalement utilisés par des personnes qui disposent d'un patrimoine financier et spatial substantiel. Il existe aussi des facteurs d'identité culturelle qui font que le VE n'est pas considéré comme étant adapté au mode de vie australien, la perception étant qu'il ne correspond pas aux notions de liberté traditionnellement associées aux camions et camionnettes à carburant fossile (les fameux « utes »). Des questions relatives à la source d'électricité utilisée pour charger les VE ne sont en outre toujours pas résolues : si l'énergie électrique est dérivée du charbon, elle ne décarbonise pas les transports, elle ne fait que déplacer les impacts.

Une transition juste vers les VE doit donc être attentive aux facteurs culturels et sociaux complexes qui entourent leur utilisation, avec le risque qu'une transition dirigée par la technologie et tentant d'imposer de nouvelles pratiques à des populations non consentantes finisse par être une transition injuste ou ratée. Une transition juste doit également bénéficier à ceux qui n'ont pas les moyens ou la capacité d'utiliser un véhicule électrique. L'élargissement de l'accès à d'autres formes de mobilité (déplacements actifs et transports publics, en particulier) aurait des effets plus larges, en rendant la mobilité accessible à davantage de groupes et en offrant d'autres avantages en termes de santé, de bien-être et de productivité dans les villes plus denses. Des formes de mobilité plus pratiques et plus accessibles contribueraient donc à un abandon plus large de l'automobile privée conventionnelle, beaucoup plus consommatrice en ressources et en espace.

3.4 Énergies renouvelables

La généralisation des technologies d'énergie renouvelable à petite et grande échelle présente à la fois des opportunités et des risques en termes de justice énergétique. En l'absence d'une politique énergétique nationale cohérente alignée sur les impératifs de l'urgence climatique, la production et l'accès aux énergies renouvelables restent géographiquement inégaux et offrent des propositions de valeur variables pour les producteurs et les utilisateurs finaux. L'accès aux bénéfices de l'énergie solaire photovoltaïque en toiture, qui peut constituer une solution abordable pour les ménages, est inégalement réparti, ce qui atteste des limites de la gestion en site autonome et de la réglementation du marché de l'énergie. Parallèlement, les communautés isolées, situées en dehors des marchés de l'énergie et mal desservies par les fournisseurs privés, ont tout à gagner de systèmes d'énergie renouvelable hors réseau si ceux-ci sont soigneusement conçus dans un cadre conjoint et collaboratif. Le développement à grande échelle (par les entreprises) des énergies renouvelables se heurte aux droits fonciers des Premières Nations et a des conséquences incertaines sur la participation des populations indigènes à la prise de décision et au développement économique local. Les mouvements locaux partant de la base appellent à une autonomisation plus radicale des communautés et à une plus grande justice pour les Premières Nations, passant par l'autodétermination sur les questions de la propriété et de la gestion de l'énergie locale. Les tensions entre le secteur privé, le secteur public et les initiatives locales soulèvent des questions cruciales

concernant la répartition des responsabilités et l'échelle d'exécution appropriée pour la fourniture de services énergétiques essentiels.

Dans ce contexte, les possibilités d'une transition juste dans le secteur de l'énergie peuvent être envisagées à travers un large éventail de configurations et d'échelles d'exécution, pour les infrastructures d'énergies renouvelables et les services associés. Les possibilités d'une réelle justice énergétique peuvent être identifiées en termes de reconnaissance des inégalités et des injustices structurelles, de participation démocratique et de non-discrimination, et de distribution équitable des coûts et des bénéfices.

- Les particuliers peuvent exercer leur autonomie de façon plus décisive en choisissant leur fournisseur d'énergie. Contrairement aux modèles commerciaux, les revendeurs d'énergie structurés selon un mode coopératif ou une autre forme d'entreprise sociale offrent aux consommateurs, d'une part, un approvisionnement en électricité verte, et d'autre part, la possibilité d'avoir leur mot à dire sur la manière dont les bénéfices du fournisseur peuvent être distribués au sein de la communauté en fonction de priorités sociales.
- Des investissements dans les énergies renouvelables conçus pour la distribution sont plus susceptibles de permettre un accès équitable aux énergies renouvelables que des interventions individualisées sur les marchés. Pour produire ses effets, la réglementation des marchés de l'énergie doit minimiser les transferts de coûts injustes et excessifs vers les consommateurs qui sont les moins à même de les supporter (cela incluant les coûts environnementaux et les coûts de modernisation des réseaux). La priorité accordée aux investissements publics dans les énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les logements sociaux et les communautés isolées (parallèlement à l'augmentation des aides au revenu) pourront permettre de remédier aux vulnérabilités énergétiques structurelles.
- Les modes participatifs et démocratiques de développement des énergies renouvelables peuvent répondre aux besoins énergétiques des ménages et des communautés selon des modalités qui renforcent l'autonomie des personnes et mettent la justice envers les Premières Nations au cœur des priorités. Pour les développements à grande échelle, la négociation d'accords d'utilisation des terres entre les grandes entreprises et les propriétaires traditionnels en se conformant aux principes du consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) offre des opportunités de développement économique local et d'amélioration de la gestion des terres. Le développement des énergies renouvelables dans le cadre d'initiatives locales et communautaires peut permettre des transitions énergétiques qui reflètent les priorités et les besoins locaux partagés et qui contribuent à la génération de revenus locaux, notamment les initiatives menées par les peuples des Premières Nations et envisagées comme une forme d'autodétermination. Le First Nations Clean Energy Network (Réseau des Premières Nations pour une énergie propre) joue à cet égard un rôle de premier plan.
- Ces observations démontrent la valeur de l'expérimentation sur le terrain et de la politique d'innovation axée sur la résolution de défis, mettant en avant les objectifs sociaux et écologiques dans le cadre d'un programme de recherche et d'action sur les transitions justes.

Planification énergétique communautaire Bushlight

En 2002, Bushlight a été créé par le Centre for Appropriate Technology (CfAT), une entreprise contrôlée par des Aborigènes et des Indigènes du Détroit de Torres basée à Alice Springs, avec un financement du gouvernement fédéral. Bushlight (<https://cfat.org.au/bushlight-archive>) a travaillé avec plus de 130 communautés isolées pour les aider à gérer leur consommation d'énergie par le biais de programmes d'éducation et de formation, pour concevoir et construire des technologies d'énergie renouvelable au sein des communautés, et pour engager et former des personnes capables d'installer et d'entretenir des systèmes d'énergie renouvelable au sein des communautés.

Le modèle de planification énergétique communautaire utilisé par Bushlight visait à offrir les avantages d'une prestation de services sur mesure, incluant notamment une réduction des coûts, l'enrichissement des connaissances en matière d'énergie, et des améliorations plus générales permises par l'accès à des services énergétiques fiables et abordables, dans le cadre d'une **prise de décision partagée**.¹⁰ Le processus impliquait :

- Échange bidirectionnel entre les résidents et l'équipe Bushlight concernant le processus de planification (réunions et communication continue), et formation des résidents sur les services énergétiques et la consommation d'énergie ;
- Conception de systèmes en fonction des besoins actuels et futurs de la communauté, évalués à partir d'une cartographie communautaire, de profils énergétiques, d'audits de logements et d'une évaluation des options et contraintes, en cherchant à cultiver un sentiment d'implication, de responsabilité et de confiance dans l'utilisation des systèmes d'énergie solaire ;
- Accompagnement et formation en continu pour les résidents et les prestataires de services, en mettant l'accent sur les « ressources pratiques et basées sur l'image », et des activités visant à renforcer la compréhension technique et les compétences au sein de la communauté (avec mise à disposition de manuels d'utilisation et d'affiches d'information) ; et
- Entretien régulier des systèmes d'énergie renouvelable.

Le programme a également été qualifié d' « **innovation dans la gestion de la demande** » et a permis d'assurer un approvisionnement continu en énergie (en évitant les déconnexions).¹¹ Les systèmes d'énergie solaire et de stockage sur batteries ont été dimensionnés en fonction des besoins et configurés de manière à assurer une alimentation minimale de 24 heures pour les utilisations essentielles (réfrigérateurs, éclairage et appareils médicaux, notamment), indépendamment des utilisations discrétionnaires, cela reflétant ce qui est jugé important à l'échelle de la communauté. Pour faciliter la budgétisation de la consommation énergétique quotidienne des ménages, la disponibilité de l'énergie était affichée en unités de gestion de l'énergie (UGE/EMU (*Energy Management Unit*)).

L'approche Bushlight se distingue des approches dirigées par les fournisseurs, qui ont caractérisé les précédents déploiements de systèmes photovoltaïques dans les communautés isolées dans les années 1990.¹² Ces antécédents historiques constituaient un défi à relever pour Bushlight, qui a dû trouver de nouveaux moyens de susciter un engagement efficace auprès de ces communautés, et proposer une approche différente en s'appuyant notamment sur la co-conception.

10 Centre for Appropriate Technology (CfAT). (2011). *Bushlight's Community Energy Planning Model*. Available at <https://static1.squarespace.com/static/5450868fe4b09b217330bb42/t/547530a6e4b08b6cd903ce41/1416966310958/Community-Energy-Planning-Model-Booklet-2011-web.pdf>

11 Riley, B. (2021). 'Scaling up: Renewable energy in Aboriginal Lands in North West Australia'. Nulungu Publication Series, *Nulungu Research Paper No. 3*. Disponible sur : https://researchonline.nd.edu.au/nulungu_research/3/

12 Lloyd, B., Lowe, D., et Wilson, L. (2000). *Renewable Energy in Remote Australian Communities (A Market Survey)*. Australian CRC for Renewable Energy Ltd. Disponible sur : <https://static1.squarespace.com/static/5450868fe4b09b217330bb42/t/5475301de4b0e9b1b372c1a0/1416966173707/ACRE-CAT-RE-System-Audit-Report-2000.pdf>

3.5 Technologie et données

Le gouvernement australien envisage l'innovation technologique à travers un prisme optimiste mais relativement vague, considérant que les innovations mondiales, l'utilisation plus intelligente des données et les forces du marché suffiront pour créer les conditions d'une transition vers la décarbonation. Les opportunités d'innovation à l'échelle locale sont multiples, mais la façon dont l'innovation est abordée dans les politiques et les stratégies nationales est génératrice de conflits. Les investissements verts se regroupent souvent autour de technologies émergentes telles que la blockchain, tandis que les programmes de décarbonation des infrastructures technologiques existantes restent tributaires des grandes transformations à l'échelle mondiale (on pense ici par exemple au défi des déchets électroniques, ou encore aux data centers (centres de données) particulièrement énergivores). Ces derniers exemples nous rappellent que les innovations numériques ont un impact négatif sur l'environnement du fait de leur mode de fabrication et de leurs contraintes de maintenance. La technologie peut également transformer les utilisateurs individuels en de simples points de données commerciaux, ainsi qu'en des vecteurs de risques de cybersécurité. Dans la vie quotidienne, cela soulève des questions relatives à la gouvernance des données, à la protection de la vie privée et au contrôle centré sur l'utilisateur, ainsi qu'au rôle des citoyens dans les transitions vers des technologies décarbonées, des préoccupations auxquelles l'Australie ne répond toujours pas.

Il n'existe pas de modèle spécifiquement « australien » de l'utilisation des données, des entreprises technologiques ou du comportement des consommateurs en matière de décarbonation. La position de l'Australie en matière d'investissement technologique (priorité aux actions bon marché à court terme, recherche d'une identité industrielle retrouvée, et position attentiste à plus long terme se contentant d'« observer » les évolutions à l'étranger) est en tension avec la reconnaissance de la nécessité d'une innovation locale. De nombreuses opportunités, reprises par bon nombre de possibilités à l'échelle communautaire, peuvent permettre de surmonter ces tensions et d'accélérer des transitions technologiques justes. Le secteur privé est à l'origine d'une grande partie de l'innovation en Australie, tandis que les investissements gouvernementaux restent limités : ils freinent publiquement les innovations dans certains domaines, tout en réalisant des investissements substantiels dans les technologies émergentes. Une plus grande harmonie est nécessaire pour atteindre les objectifs « zéro émission » de manière transparente, consultative et *juste*.

- Les transitions justes réalisées dans le domaine des technologies montrent l'importance de mener une approche à la fois globale et locale, au regard de la dépendance australienne vis-à-vis de l'importation des appareils et systèmes nécessaires. Une telle approche ouvrirait un large éventail de possibilités vers une transition juste.
- Il faut saisir l'opportunité d'intégrer des pratiques écologiques, équitables et consultatives au sein de tous les nouveaux programmes de conception technologique. Il est important de noter que ces principes peuvent également être appliqués dès aujourd'hui par le biais d'activités telles que la réutilisation et le recyclage.
- Les développeurs d'infrastructures énergivores (crypto-monnaies, notamment) et de systèmes axés sur les données doivent (et certains commencent déjà à le faire en Australie) inscrire les objectifs de zéro émission nette et leur donner priorité par rapport aux objectifs de cybersécurité et de création de richesse.

- **Le rôle des individus, en tant que membres des communautés et en tant que consommateurs, citoyens et utilisateurs de technologies, doit être pris en compte dans la conception et le développement des technologies de demain. Il est possible de repenser la conception et le développement des technologies en prenant en compte et en impliquant dès le départ, d'une part les personnes elles-mêmes, et d'autre part les circonstances et les besoins réels de la vie quotidienne, au sein des processus de transition vers la décarbonation.**

Gestion des data centers en Australie

La plupart des technologies de tous les jours reposent sur des données qui, contrairement à ce que laissent supposer des termes comme « en ligne » ou « cloud », sont en réalité stockées dans des lieux éminemment physiques. Ces centres nécessitent des terrains, de l'énergie et des systèmes assurant un refroidissement constant. Les avis divergent sur la question de savoir si l'augmentation du trafic internet entraîne une augmentation de la consommation d'énergie. Une chose est claire toutefois : il s'agit d'un problème mondial.

Historiquement, les entreprises Internet recherchaient des terrains et une main-d'œuvre bon marché pour construire leurs data centers. De façon croissante, toutefois, des multinationales comme Google et Amazon se tournent vers les régions arctiques pour bénéficier de températures plus fraîches, d'un accès à des énergies renouvelables moins onéreuses et à des incitations fiscales. L'Australie étant un pays au climat chaud, avec un risque d'incendie extrêmement élevé, la gestion de la chaleur générée par les data centers constitue un problème de taille. En outre, l'Australie n'est pas considérée comme un centre technologique mondial, et une grande partie des infrastructures en ligne du pays dépend de systèmes de stockage basés dans les pays du Nord. De fait, le maintien de structures sécurisées de stockage des données sur le territoire national (au nom de ce que l'on appelle souvent la « souveraineté des données ») nécessitera un travail de négociation et de planification, comme l'expliquent les experts du Centre of Excellence for Automated Decision Making and Society (Centre d'excellence pour la prise de décision automatisée et la société) de l'Australian Research Council dans leur soumission :

Les réponses techniques apportées par les opérateurs à la gestion de la chaleur et leurs implications matérielles sur les réseaux et les ressources énergétiques sont au cœur de la plupart des débats concernant les impacts environnementaux des data centers. [Il est important] de comprendre comment les entreprises, les organismes publics et la société civile envisagent les conditions et les contraintes environnementales, économiques et culturelles auxquelles sont confrontées la création et la gestion des data centers.¹³

À l'heure actuelle, la métaphore du « cloud » (« nuage ») reste un obstacle pour la politique et la planification gouvernementales. Les investissements dans les énergies propres (tels que la banque Clean Energy Finance Corporation, financée par le gouvernement fédéral) ne sont pas liés à la gestion des données, en dépit de certaines échéances communes pour la numérisation du gouvernement et les émissions nettes zéro. Les priorités en matière de cybersécurité pourront toutefois également permettre une gestion plus durable des données sur le territoire. L'Australie accorde déjà un statut protégé à certaines données des citoyens (notamment dans les domaines de la santé et des finances) et il pourra être nécessaire de renforcer encore davantage ces protections à l'avenir. Le secteur privé est le moteur du changement dans ce domaine, en proposant notamment des fermes solaires pour alimenter des industries de blockchain et de crypto-monnaies vertes et sécurisées.

13 Parker, C., Haines, F., Richardson, M., Cellard, L., et Lawrence, A. (2022) Submission to Just Transitions in Australia, the ARC Centre of Excellence for Automated Decision Making and Society (ADM+S), January. Disponible sur : https://www.monash.edu/_data/assets/pdf_file/0011/2878769/Just-transitions-report-ADMS-submission-DRAFT-6-Jan-2022.docx-1.pdf

Liste de références

ACOLA. (2020), Clarke, D., Baldwin, K., Baum, F., Godfrey, B., Richardson, S., et Robin, L. *Australian Energy Transition Plan, Report for the Australian Council of Learned Academies (ACOLA)*, www.acola.org, p.3.

Adey, P., Cresswell, T., Lee, J. Y., Nikolaeva, A., Nóvoa, A., & Temenos, C. (2021), *Moving Towards Transition: Commoning Mobility for a Low-carbon Future*. Bloomsbury Publishing, London

Brett, J. (2020), 'Resources, climate and Australia's future', *Quarterly Essay*, (78), pp. 1-81.

Centre for Appropriate Technology (CfAT). (2011), *Bushlight's Community Energy Planning Model*. Available at <https://static1.squarespace.com/static/5450868fe4b09b217330bb42/t/547530a6e4b08b6cd903ce41/1416966310958/Community-Energy-Planning-Model-Booklet-2011-web.pdf>

Lloyd, B., Lowe, D., et Wilson, L. (2000), *Renewable Energy in Remote Australian Communities (A Market Survey)*. Australian CRC for Renewable Energy Ltd. Disponible sur : <https://static1.squarespace.com/static/5450868fe4b09b217330bb42/t/5475301de4b0e9b1b372c1a0/1416966173707/ACRE-CAT-RE-System-Audit-Report-2000.pdf>

Markard, J., Raven, R., & Truffer, B. (2012), 'Sustainability transitions: An emerging field of research and its prospects', *Research Policy*, 41(6), pp. 955–967;

Nikolaeva, A. et al. (2019), 'Commoning mobility: Towards a new politics of mobility transitions', *Transactions of the Institute of British Geographers*, 44(2), pp. 346–360. doi:10.1111/tran.12287

Parker, C., Haines, F., Richardson, M., Cellard, L., et Lawrence, A. (2022) Submission to Just Transitions in Australia, the ARC Centre of Excellence for Automated Decision Making and Society (ADM+S), January. Disponible sur : https://www.monash.edu/_data/assets/pdf_file/0011/2878769/Just-transitions-report-ADMS-submission-DRAFT-6-Jan-2022.docx-1.pdf

Pink, S., Mackley, K. L., Morosanu, R., Mitchell, V., & Bhamra, T. (2017), *Making homes: Ethnography and design*. Taylor & Francis, London

Riley, B. (2021), 'Scaling up: Renewable energy in Aboriginal Lands in North West Australia', Nulungu Publication Series, *Nulungu Research Paper No. 3*. Available at https://researchonline.nd.edu.au/nulungu_research/3/

Snell, D. (2018), 'Just transition'? Conceptual challenges meet stark reality in a 'transitioning' coal region in Australia', *Globalizations*, 15(4), p. 561

Sovacool, B. K., Burke, M., Baker, L., Kotikalapudi, C. K., & Wlokas, H. (2017), 'New frontiers and conceptual frameworks for energy justice', *Energy Policy*, 105, pp.677-691.

Strengers, Y., Pink, S. & Nicholls, L. (2019). 'Smart energy futures and social practice imaginaries: Forecasting scenarios for pet care in Australian homes', *Energy Research & Social Science*, 48, pp. 108-115.

Tschakert, P., Schlosberg, D., Celermajer, D., Rickards, L., Winter, C., Thaler, M., Stewart-Harawira, M. & Verlie, B. (2021), 'Multispecies justice: Climate-just futures with, for and beyond humans', *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 12(2), e699.

Wang, X., & Lo, K. (2021), 'Just transition: A conceptual review', *Energy Research & Social Science*, 82, 102291.

À propos de The British Academy

The British Academy est une société indépendante autonome composée de près de 1 000 membres britanniques et 300 membres basés à l'étranger, nommés en reconnaissance de la distinction honorifique obtenue dans le cadre de leurs études et travaux de recherche. Ses objectifs, ses pouvoirs et son cadre de gouvernance sont présentés dans la Charte et dans ses textes d'application, tels qu'approuvés par le conseil privé. The British Academy reçoit un financement public au titre du budget pour la science et la recherche, sous forme d'une subvention attribuée par le ministère des affaires, de l'énergie et des stratégies industrielles britannique (BEIS). Elle bénéficie également du soutien de sources privées et utilise aussi ses propres fonds. Les opinions et conclusions émises dans le présent document ne sont pas nécessairement approuvées par chaque membre mais elles sont réputées comme contribuant aux débats publics.

The British Academy est l'académie nationale des sciences humaines et sociales britannique. Nous mobilisons ces disciplines dans le but de comprendre le monde et de construire un avenir meilleur.

De l'intelligence artificielle au changement climatique, du renforcement de la prospérité à l'amélioration du bien-être, les défis complexes d'aujourd'hui ne peuvent être résolus qu'en approfondissant nos connaissances sur les peuples, les cultures et les sociétés.

Nous investissons dans les travaux de recherche et les projets menés au Royaume-Uni et à l'étranger, nous mobilisons le public en encourageant les idées novatrices et les débats, et nous rassemblons les chercheurs, le gouvernement, les entreprises et la société civile afin d'influencer la politique pour le bien de tous.

The British Academy
10-11 Carlton House Terrace
London SW1Y 5AH

Organisme caritatif agréé sous le numéro
233176

thebritishacademy.ac.uk
Twitter : @BritishAcademy_
Facebook : TheBritishAcademy

Publié en février 2023

© Les auteurs. Publication libre d'accès sous la licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 4.0 Unported

Pour citer ce rapport : British Academy (2023), *Transitions justes vers une Australie sobre en carbone : enjeux politiques, industriels et pratiques*, The British Academy, London

doi.org/10.5871/just-transitions-a-p/P-A-French

Design : Only